

Hold-up de 90 milliards du pouvoir sur les caisses de retraites complémentaires



L'État français est en faillite de 600 milliards. Autant dire qu'il n'y a plus un centime dans les caisses, et cela, depuis fort longtemps. Comment le gouvernement compte-t-il apurer cette dette abyssale ? Je n'ai pas entendu le ministre des Finances nous l'expliquer. Bruno Le Maire a-t-il un plan ? Probablement pas. Sinon, il serait heureux de pouvoir l'annoncer.

Revenons au siphonnage des caisses de retraite Agirc-Arrco. Le projet concocté par la Première ministre, Le Maire et vraisemblablement Macron est d'abord de saisir l'argent des caisses afin de faire face aux dettes criantes, et ensuite, de transférer les cotisations Agri-Arrco vers l'URSSAF. Or, nous savons que l'organisation est un panier percé.

En marge de la ponction dans les caisses complémentaires, le projet maintes fois repoussé est de nationaliser le système social. Si les dirigeants politiques réussissent leur coup, ce sont les 13 millions de retraités, qui verront une baisse

substantielle de leur retraite.

Y a-t-il une acrimonie envers les caisses de retraites complémentaires ? Pas du tout. Depuis 75 ans, les comptes de l'Agirc-Arrco sont en équilibre. La caisse est excédentaire de plus de 3,7 milliards d'euros en cotisations salariales. Or, le régime des retraites des fonctionnaires est lui déficitaire de 26 milliards. Vous saisissez la manœuvre. L'État macronien veut s'emparer de l'argent des caisses de retraites complémentaires du privé. Pour financer celles des fonctionnaires. Si l'opération de siphonnage est entreprise, c'est une fois de plus, la destruction d'un élément majeur du pacte social.

Un dépeçage de plus dans la France à la casse.

Raphaël Delpard